LA FRANCE ET L'EUROPE DOIVENT FORGER LEUR DESTIN

Extrait

Sept Thèmes généraux

« On ne règle pas un problème en utilisant le système de pensée qui l'a engendré. » Albert Einstein

RE FONDER.FR

Efficacité – Équité – Solidarité

Population

Certains « experts » en Europe occidentale disent qu'il faudrait arrêter de procréer car chaque nouvelle naissance est une énorme source de pollution supplémentaire !

Une telle décision conduirait à la disparition de l'espèce humaine au terme d'un siècle ! Ce serait effectivement la solution la plus efficace pour effacer l'impact de l'Homme sur notre planète. Or, elle est inapplicable, comme nous allons le voir et, je pense, ni souhaitée ni souhaitable.

Trois remarques sur cette idée saugrenue :

1. La fertilité moyenne des femmes étant très inférieure à deux dans les pays développés, une naissance y remplace un mort et quelque. Où est la source de pollution supplémentaire ?
2. Qui subviendrait aux besoins des personnes âgées (retraites, soins médicaux, dépendance, etc.) en l'absence de renouvellement de la population ?
3. La plaisanterie de l'ère soviétique : « *Que le dernier qui part éteigne les lumières !* » serait à reprendre : « Que le dernier survivant éteigne les lumières avant de disparaître ! ».

Croissance de la Population

Arrêtons-nous un instant sur l'évolution de la population mondiale. Elle a franchi le cap du premier milliard en 1804, celui du deuxième en 1927, 123 ans plus tard. Pour le troisième, 33 ans suffirent (1960) - 14 ans pour le quatrième (1974) - 13 ans pour le cinquième (1987) - 12 ans pour le sixième (1999) - et de nouveau 12 ans pour le septième (2011) et le huitième milliard (2023).

Cette série montre une nette décélération en pourcentage de la progression de la population mondiale en dépit d'un allongement des espérances de vie, assez général jusqu'à présent. C'est donc une tendance très positive que nous pouvons amplifier. Mais, ce qui l'est moins, c'est de commencer à constater des baisses de l'espérance de vie dans certains pays développés, hors pandémies, baisses dues à de multiples facteurs liés à nos modes de vie et aux pollutions.

En 2019, l'ONU situait la population mondiale en 2100 entre 7,3 et 10,9 milliards. Elle baisse déjà significativement dans la plupart des pays développés et en voie de développement.

Maintenant, si nous regardons par zones géographiques, nous constatons que les pays développés ont une population stable, et même déclinante pour certains en dépit d'une immigration notable, tandis que les pays pauvres ou peu développés connaissent des taux de croissance de la leur (très) élevés, en dépit d'une émigration conséquente, avec des fertilités moyennes (enfants par femme) qui dépassent parfois 6 alors que l'Union européenne était à 1,38 en 2023, taux très inférieur à 2,1 pour renouveler sa propre population.

D'où la question : comment réduire les taux de fertilité des femmes des pays émergents pour les amener aux alentours de 2, taux qui, à terme, permettrait de stabiliser la population mondiale, voire de la faire décroître ?

Pour atteindre cet objectif, il y a une voie gagnante, vérifiée dans tous les pays qui se développent, et une voie dont l'échec est assuré, celle préconisée par nos « experts ».

Il se trouve que j'ai séjourné en Inde en 1970, à un moment où le pays était en pleine campagne pour le contrôle des naissances. Le taux de fécondité était de 5,72 enfants par femme. Tous les moyens, des plus élémentaires aux plus radicaux, étaient très activement promus et mis en œuvre. Résultat : succès auprès des populations évoluées dont les femmes avaient un bon niveau d'instruction et procréaient déjà modérément, échec auprès des populations pauvres et sans instruction. Or, pour se développer, le pays avait un grand besoin d'une élite instruite afin d'élever le niveau d'ensemble de la population. Ce contrôle des naissances eut pour conséquence d'aboutir à l'opposé du résultat souhaité :

les familles instruites eurent encore moins d'enfants, tandis que les familles non instruites continuèrent à procréer très au-delà du souhaitable !

Il y a au moins deux explications à cet état de fait :

1. La quasi-impossibilité pour les femmes peu évoluées et pauvres de contrôler leurs naissances, sauf à être stérilisées, mais est-ce envisageable ?
2. Les enfants sont nécessaires car ils participent souvent à la survie économique de leur famille.

Ceci montre que la fertilité des femmes n'est pas la cause mais la conséquence de la grande pauvreté et du manque d'instruction des populations, particulièrement des jeunes filles et des femmes.

DECROISSANCE DE LA POPULATION

Si l'élévation du niveau de vie et d'instruction des pays émergents est une nécessité et ne fait pas débat, encore faut-il déterminer comment procéder pour les élever. Sur ce plan, l'expérience de la France est très intéressante et mérite une attention particulière.

Une étude faite en 1995 indique que 29 % des élèves des écoles les plus prestigieuses étaient d'origine populaire au début des années 1950. Ils n'étaient plus que 9 % en 1990 ! Un recensement de 2004-2006 de l'INSEE confirme et complète :

- Les cadres et les professions intellectuelles supérieures représentaient 14,0 % de la population. Leurs enfants constituaient 50,8 % des effectifs des classes préparatoires aux grandes Écoles, 59,4 % de ceux des écoles d'ingénieurs, 67,5 % de ceux des écoles de commerce… Et 4,2 % de ceux des CAP.
- Les enfants des employés et ouvriers, 53,7 % de la population, ne représentaient que 14,7 % des classes préparatoires, 12,4 % des écoles d'ingénieurs, 7,9 % des écoles de commerce… Mais 52,9 % des CAP !

Ainsi, les étudiants issus des classes les plus instruites de la population avaient 13,3 fois plus de chances que leurs homologues issus de classes pas ou peu instruites de faire une classe préparatoire, 18,4 fois plus d'intégrer une école d'ingénieur, 32,1 fois plus une école de commerce et… 3 fois moins de faire un CAP !

Une question s'impose : pourquoi sommes-nous passés de 29 % d'étudiants issus des milieux populaires dans les très grandes Écoles au début des années cinquante à 9 % dans les années quatre-vingt-dix, et très probablement dans les décennies suivantes ?

Le niveau de formation et d'information des milieux populaires n'a cessé de progresser depuis 1950, ce qui aurait dû tendre à améliorer leur représentation dans les Grandes Écoles. Or, c'est tout l'inverse. Comme l'entrée dans ces Écoles se fait par des concours très sélectifs basés sur les connaissances et sur les capacités intellectuelles, il ne serait pas légitime de leur en faire porter la responsabilité. Il faut en chercher les raisons ailleurs, d'autant que l'identité des candidats à l'écrit des concours est masquée.

Incontestablement, c'est l'école, de la maternelle au lycée, qui en est la grande responsable.

L'école de Jules Ferry était exigeante sur l'apprentissage des bases fondamentales (calcul, grammaire, orthographe, lecture) et rigoureuse, avec des instituteurs (très) respectés et (très) considérés par toute la société. C'est elle qui permit jusqu'aux années cinquante à l'ascenseur social d'obtenir des résultats très encourageants. Et puis, nos maîtres exigeants et austères en tablier gris foncé devant leur tableau noir, soutenus par les parents et par leur hiérarchie, ont progressivement cédé la place à des enseignants qui devaient être plus souples, ne plus pratiquer ces apprentissages rébarbatifs que sont la dictée, la grammaire, le calcul mental, etc., tous ces fondamentaux qui heurtaient les idéologues du ministère de l'Éducation nationale et une bonne partie des classes politiques, généralement marquées à gauche. Quant au soutien des enseignants par leur hiérarchie et par les parents ? Aux oubliettes, place au laxisme et à l'abaissement des niveaux requis ! Dans les années 80, l'objectif du gouvernement était d'atteindre un taux de réussite au Baccalauréat de 80 %. Cet objectif est largement dépassé, mais qu'est devenu le niveau des bacheliers ? Des institutions privées peuvent afficher un taux de 100 % de mention très bien au Baccalauréat et des moyennes supérieures à 20 sur 20 ! Du jamais vu.

À quand un retour à plus de rigueur et d'exigences ?

Cette analyse de l'évolution de notre ascenseur social, en chute libre, est très importante pour définir ce que devrait être notre école pour que tous les enfants aient (presque) les mêmes chances de réussite quel que soit leur milieu social ou de culture d'origine. Et pour concevoir l'instruction que nous préconiserons aux pays que nous pourrons aider dans ce domaine. Il est significatif de noter que les principales victimes du laxisme sont les classes défavorisées !

Les pays dont l'économie se développe voient le niveau d'instruction de leur population s'élever et si, ou quand, celui des femmes progresse et que le taux de chômage des hommes baisse, le nombre d'enfants par femme baisse automatiquement dans de fortes proportions.

Sur ce plan, regardons l'évolution démographique de l'Inde : en 1955 sa population était de 409 millions avec un taux de fertilité de 5,90. En 2015, elle comptait 1,3 milliard d'habitants avec un taux de fertilité de 2,44.

Ses taux de fertilité étaient de 5,90 en 1955, 1960, 1965 - de 5,72 en 1970. Puis, il diminua régulièrement : 5,41 en 1975 - 4,97 en 1980 - 4,68 en 1985 - 4,27 en 1990 - 3,83 en 1995 - 3,48 en 2000 - 3,14 en 2005 - 2,80 en 2010 - 2,44 en 2015 - 2,41 en 2018.

En conclusion, ce n'est qu'en développant l'instruction et l'économie des pays émergents que leurs taux de fertilité baisseront naturellement dans de fortes proportions !

Par ailleurs, tout nous montre qu'une bonne gouvernance de la société est tributaire de la diversité sociale, ethnique, culturelle, des encadrements. Aussi, l'extrême faiblesse de l'ascenseur social constitue-t-elle un grave handicap pour tous les pays, y compris pour les plus développés.

Quand donc les regards pétillants d'intelligence des enfants des rues des pays émergents pourront-ils, enfin, participer au développement de leur pays ?

La réponse nous appartient !

Biodiversités

Les écologistes ont introduit dans le langage commun la notion de *Biodiversité* en pensant surtout aux espèces animales et végétales menacées. Je veux ici insister sur la *Biodiversité humaine*.

BIODIVERSITE ANIMALE & VEGETALE

Une rencontre en 2019 m'a conduit à prendre conscience que la biodiversité lie tout le vivant.

Commentant un texte sur les OGM dans lequel je disais que la biodiversité était une victime collatérale, elle m'a précisé en retour :

> « Le texte me convient très bien, je n'ai aucun problème à l'accompagner tel quel. Cependant, je fais la remarque suivante : la biodiversité n'est pas une victime collatérale, elle est une victime directe. Le problème est que si vous empêchez la variabilité génétique de tout être vivant (dans ce cas, les plantes), vous modifiez l'essence de la vie en général. La vie a besoin de varier, d'être instable, c'est le principe qui permet à tout être vivant de s'adapter, d'évoluer.
>
> C'est pourquoi l'inceste est interdit dans toutes les cultures depuis l'Antiquité. Ce n'est pas une question de morale, c'est biologique, car cela met en danger la variabilité génétique. Les plantes évitent leur autopollinisation pour cette raison, les animaux le font aussi. C'est une loi naturelle de la vie. Je dirai plutôt qu'avec ce jeu sur la variabilité génétique des plantes, la vie humaine est la victime collatérale. »

Cette réflexion me parut fondamentale. L'utilisation par la culture intensive de grandes quantités de produits issus de l'agrochimie a rendu les sols stériles. Le recours aux semences OGM va aussi rendre les plantes stériles, et nous par la même occasion, victimes de la consommation directe ou indirecte de ces produits ?

Continuons ainsi, le problème de la surpopulation de la planète se réglera de lui-même, et sans doute plus vite qu'espéré, en passant par un stade de ***dégénérescence de l'humanité !***

BIODIVERSITE HUMAINE

Si la « *variabilité génétique de tout être vivant* » est la condition de la non-dégénérescence du vivant, que penser de l'endogamie pratiquée à outrance par la haute administration française, et par beaucoup d'entreprises ? L'ENA serait-elle une pourvoyeuse de CGM (Cerveaux Génétiquement Modifiés), « *la matrice de la pensée unique* » a dit Jacques Chirac en 1995 ? Outre le fait qu'une forte majorité de ces cerveaux sont issus de milieux privilégiés, qu'ils ont rarement bénéficié d'une formation scientifique ou en sciences humaines avant leur entrée dans le moule, ni d'une expérience de la vraie vie, celle de tout le monde.

Remarque saugrenue ?

Quand une gouvernance par une confrérie de clones est de plus en plus contestée et stérile ? Quand des secteurs industriels français ayant pratiqué l'endogamie avec constance ont tout simplement disparu du patrimoine national, la machine-outil et la sidérurgie en étant deux exemples ? Non, bien au contraire, la remarque devrait être prise très au sérieux : la biodiversité, élargie à tous les domaines de la vie, est une impérative nécessité. D'où le grand intérêt des mélanges de populations… grâce aux migrations !

La pandémie de COVID19 nous a apporté une nouvelle preuve de l'importance – de la puissance – du vivant. La Fontaine en aurait sûrement fait une fable : « Le Virus et le Vaccin ».

Le Vaccin, création humaine, comme les OGM, est « inerte » dans la mesure où il ne peut pas évoluer par lui-même pour s'adapter aux variants pour lesquels il est peu ou pas efficace, contrairement aux Virus, « vivants », qui mutent et échappent aux vaccins !

Dans ce Monde Nouveau qui entame une profonde et rapide mutation, cette réflexion, en apparence anodine, devrait faire réfléchir très sérieusement les rares conseillers de nos dirigeants qui penseraient à long terme… c'est-à-dire au-delà de la prochaine élection : doit-on s'appuyer plus sur l'évolution naturelle de la Nature en lui donnant tous les moyens possibles pour s'adapter, ou doit-on s'en remettre aux « alchimistes » pour transformer notre Nature vivante en OGM inertes ? Outre le fait que leurs OGM et leurs insecticides tuent les pollinisateurs, indispensables pour féconder la vraie Nature, ce qui la rendra stérile, elle aussi !

Quant aux humains et aux animaux, survivraient-ils à cette agrochimie très peu digeste et génératrice de multiples maladies et infirmités ?

Petite remarque : des espèces anciennes, abandonnées, sont exhumées pour remplacer avantageusement des espèces actuelles qui ne supportent pas le réchauffement ! Beau retour d'expérience !

Pour espérer supporter la fournaise qui nous accable déjà, nous devons réaliser, notamment, des champs d'éoliennes et de panneaux solaires, des centrales nucléaires, avec des usines pour les produire, des véhicules pour les transporter, etc. Problème : il y a souvent sur leurs emprises projetées des espèces endémiques en petit nombre. Doit-on s'opposer aux travaux pour les protéger, ou les sacrifier avant que le réchauffement ne s'en charge, ou envisager leur réimplantation dans un environnement similaire ? En sachant que le vivant a des capacités d'adaptation bien supérieures… à celles des censeurs !

Croissance ou Décroissance ?

DECROISSANCE DESTRUCTRICE

Comme pour la population, des experts et des écologistes préconisent que nous organisions la décroissance de nos économies. Celle-ci eut lieu lors de crises et je ne pense pas que cette perspective emballe les foules. Nous sommes déjà dans l'incapacité d'éradiquer la pauvreté et le chômage en période de croissance, alors qu'en serait-il en décroissance systémique ?

Pour obtenir une vraie décroissance, de la population et de l'économie, il faudrait transformer nos pays en monastères (pour les hommes) et couvents (pour les femmes) dans lesquels nous vivrions tous très chichement, égalitairement, et sans procréer !

En partant du principe que les pays riches, minorité de la population, devenant vertueux, réduisent leurs consommations, complété par des progrès technologiques, que préconisent nos déclinologues pour les pays pauvres, une grande majorité de la population, qui doivent absolument améliorer leurs conditions de survie, c'est-à-dire consommer plus, pour autant qu'ils le puissent ? À quel niveau de vie, de survie, situent-ils la frontière entre ceux qui devraient moins produire et consommer et ceux qui pourraient consommer plus ?

En conclusion, ils veulent nous stériliser et nous faire mener une vie monacale, sans intervenir sur les populations les plus pauvres qui seront les grandes pollueuses de demain si, du moins, elles survivent au réchauffement de la planète et sortent de leur misère, ce qui est de moins en moins probable, surtout si les pays développés sont cloîtrés par les experts… ou par eux-mêmes !

Entre le statu quo et les mesures radicales – mais absurdes – pour affronter ces perspectives cataclysmiques pour les pays riches, et plus encore pour les pays pauvres, y aurait-il une voie moyenne plus réaliste et plus constructive ?

Depuis toujours, l'objectif de chaque pays, hors périodes de crise, est la croissance de son économie, croissance qui s'avère indispensable dans le système actuel pour améliorer le sort des plus pauvres, mais aussi celui de la population dans son ensemble.

Sur la base du tableau de Thomas Pikety dans « Le capital au XXIe siècle », page 109, si l'ensemble du monde atteignait le « rêve américain » de 2012, le PIB mondial serait multiplié par 4. S'il se contentait du niveau européen, il le serait par 2,6. Entre-temps, les PIB américain et européen ayant augmenté ainsi que la population des pays pauvres, le PIB mondial serait multiplié par 4 à 6.

Une telle perspective n'est pas envisageable, notre planète ne pouvant satisfaire une dizaine de milliards « d'Américains », ni même « d'Européens », sans de profonds changements. Il faut donc chercher d'autres voies pour y parvenir. Pour cela, il faut modifier radicalement nos façons de produire, de consommer et de vivre afin de réduire notre impact sur la planète, et exporter ces nouveaux paradigmes dans les pays pauvres afin que leur sort puisse s'améliorer et leur fécondité baisser, sans compromettre pour autant les efforts faits par les pays développés.

Ceux-ci doivent donc penser – avec discernement – et développer – avec constance – une économie durable : décarbonée, non polluante, économe en énergie et basée sur le renouvelable. Lutter contre les gaspillages et, notamment, contre l'obsolescence programmée, organiser le recyclage, etc. Ils doivent inventer la « Nouvelle Économie » et la diffuser dans le monde afin que les pays pauvres puissent se développer directement dans cette société écoresponsable sans passer par celle qui est encore la nôtre.

Inventer et produire cette bioéconomie est une belle motivation et opportunité pour les pays qui adopteront rapidement cette voie. Et, si nous ajoutons l'assistance éducation et formation aux pays qui en feront la demande, ou qui l'accepteront, notre avenir restera en croissance tout en participant à la réduction de l'impact de l'humanité sur la planète !

Cette démarche implique de faire des choix pertinents, avec une vision à long terme, et de bannir toute idéologie simpliste, binaire. Et, pour chaque nouveau concept, il faut absolument faire un bilan réaliste et exhaustif de son impact, de sa création à sa destruction.

Un autre point important à considérer consiste à ne pas transférer à d'autres pays la pollution que nous générons par notre mode de vie, celle qui est liée à la fabrication puis à la mise au rebut ou à la déconstruction de nos biens matériels. Nous trouvons très avantageux de confier ces tâches à des pays pauvres qui, pour les accomplir, polluent bien plus que si nous les traitions nous-mêmes. Or, pour la planète, polluer en Europe, en Afrique ou en Asie, c'est la même chose, l'important est de réduire la pollution globale.

CROISSANCE CREATRICE

Ces nouveaux comportements écoresponsables devraient être conçus, organisés, appliqués, dans le cadre de l'Union européenne, et exportés aux pays émergents qui seront prêts à y souscrire.

Mieux encore, l'Union devrait concevoir un « **Plan Afrique** » dans l'esprit du « Plan Marshall ».

Nous serions ainsi loin du plan de décroissance de nos déclinologues mais, je pense qu'il serait plus efficace grâce, notamment, à une forte baisse de la fécondité des femmes concernées, et de celles d'autres continents si notre plan faisait école.

Remplacer une catastrophe annoncée par une perspective positive, cela ne vaudrait-il pas la peine d'y réfléchir ?

Mais, question au GIEC : le réchauffement a une composante naturelle, liée aux cycles de la Terre sur laquelle nous ne pouvons rien, et une composante de notre fait. Pour l'instant, on ne parle que d'une échéance en 2050 et d'une en 2100. Que nous réserve le XXIIe siècle ?

En d'autres termes, nos efforts au XXIe assureront-ils notre survie, ou un simple sursis ? Ce serait important de le savoir.

Migrations

Les migrations sont une constante de l'histoire. Aux flux naturels s'ajoutent les flux provoqués par les guerres, les famines, les révolutions, les terrorismes, l'extrême pauvreté… et le réchauffement de la Planète va les faire exploser !

Or, ce siècle va cumuler toutes ces causes, et particulièrement celles liées au climat, qui obligent à prendre des dispositions rapidement en fonction de la situation de chaque pays et zone géographique. L'ampleur du phénomène à venir ne relève pas de postures anti-immigrations mais d'une aide intelligente aux pays d'émigrations, comme nous allons le voir dans ce chapitre.

ACCUEILLIR LES IMMIGRANTS

Avec un taux de fécondité moyen de 1,38 enfant par femme, et aucun pays de l'Union n'atteignant le taux de 2,1, nos populations autochtones diminuent et vieillissent. Cette réalité entraîne une décroissance relative du nombre d'actifs avec une augmentation relative du nombre de retraités et des coûts qu'ils induisent : pensions, maladies, dépendances, etc. Il en résulte aussi un manque de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs économiques.

Ces faibles taux de natalité sont un problème très sérieux pour les pays développés s'ils voulaient rester « ethniquement purs » … ce qu'ils ne sont plus depuis longtemps !

Face à cette situation, doit-on, comme le préconisent les politiciens démagogues et les populistes, interdire l'immigration, et même expulser les immigrés récents ou, au contraire, mettre à profit une immigration, en partie choisie en fonction des emplois à pourvoir, afin de remédier aux manques de main-d'œuvre et au vieillissement de nos populations ? Par ailleurs, puis-je rappeler les apports importants que nous devons à des immigrés dans tous les domaines, de la science aux arts, de la littérature à l'économie. Environ un sur six des soixante-quatorze prix Nobel français est d'origine étrangère de première génération ! Et un très grand merci aux deux immigrés turcs en Allemagne qui sont les inventeurs du premier vaccin contre la Covid-19 : (Pfizer-) BioNTech !

Il faut aussi noter que les autochtones refusent souvent les travaux mal payés, insalubres, aux horaires contraignants, contrairement à nombre d'immigrés, au moins dans les premières années passées dans leur pays d'accueil.

Comme tous les pays de l'Union sont dans la même situation, le problème devrait être clairement posé et faire l'objet d'une politique cohérente, constructive et humaine. D'autant plus que les comportements hostiles à l'immigration sont inhumains et de courte vue. Le comble en France : ceux qui sont les plus virulents sur ce sujet, sont les héritiers directs de ceux qui militaient *manu militari* dans les années 1950-60 pour que l'Algérie reste française : environ dix millions d'autochtones en 1962, quarante-sept en 2025 !

Cette question est d'autant plus importante que les migrations climatiques vont provoquer des arrivées massives. Pouvons-nous envisager de condamner des millions d'hommes, de femmes et d'enfants à périr en Méditerranée, ou de faim et de soif, alors que nous manquons et manquerons de bras et de cerveaux ? Il est urgent de communiquer sur les enjeux liés à l'immigration et ses contributions dans de nombreux domaines, notamment le médical. Et d'accueillir dignement et intelligemment les immigrés afin qu'ils puissent révéler leurs potentiels et contribuer ainsi à la bonne santé économique de leur pays d'accueil. Titre du Monde du 26.08.2021 :

« ***En Europe, la grande pénurie de main-d'œuvre*** ».

Par ailleurs, l'immigration est une source d'enrichissement génétique des populations autochtones quand se produisent des unions avec des immigrants en raison de la « *variabilité génétique* », sujet évoqué précédemment ! Et ces « mariages mixtes » sont nombreux dès la première génération.

Depuis des décennies, ils ne sont pas accueillis, pas logés décemment, pas formés à la langue du pays, pas préparés aux métiers qu'ils pourraient exercer. C'est un immense gâchis !

REDUIRE LES ÉMIGRATIONS

Vouloir s'opposer aux immigrations est une illusion, mais un bon thème pour les populistes qui ne sont pas à une ineptie près ! En revanche, nous avons les moyens d'agir sur les flux de migrants en traitant le phénomène à sa source, c'est-à-dire dans les pays d'émigration où, comme nous l'avons vu précédemment, elle est une conséquence d'un manque de développement économique, d'éducation et de formation des populations.

Le planning familial est très souhaitable dans ces pays, mais il ne peut avoir qu'un rôle d'accompagnement, de complément à une économie en croissance et à un enseignement généralisé à toutes les populations, qui sont les vrais – et les seuls – moyens naturels pour faire baisser le nombre d'enfants par femme. Encore faut-il que ces formations soient dispensées à la « Jules Ferry », augmentées des moyens numériques dont nous disposons aujourd'hui pour aider les enseignants et les élèves. Elles devraient être pratiques, concrètes, et orientées sur les compétences nécessaires au développement de leur pays. Aussi, devrait-il s'agir surtout de formations professionnelles qualifiantes débouchant sur des emplois, plutôt que des études classiques qui, n'offrant souvent peu de débouchés, sont sources de frustrations. Cette orientation n'interdirait pas pour autant aux sujets les plus volontaires de faire des études supérieures. Sur ce plan, Jean-Louis Étienne, médecin et explorateur, est un exemple parmi bien d'autres. Ayant eu des notes insuffisantes pour entrer en sixième, il suivit une filière technique : CAP de tourneur fraiseur, puis baccalauréat technique, puis faculté de médecine où il obtint le diplôme de docteur en médecine avec plusieurs spécialités !

Cette démarche, qui devrait être parrainée et financée par l'Union européenne, pourrait sembler généreuse et altruiste. En fait, elle serait tout le contraire, car les pays de l'Union en seraient les premiers bénéficiaires. Outre les marchés que nous nous ouvririons, le développement économique et l'élévation du niveau de vie et d'instruction de ces pays sont les seuls moyens efficaces pour réduire leurs taux de natalité et d'émigration. Et si les émigrants arrivaient chez nous instruits, nous en plaindrions-nous ?

Ainsi, les pays occidentaux ont le choix entre deux voies pour lutter contre un excès d'immigration :

- Se barricader derrière des murs, des frontières, des lois… Protections illusoires qui mettraient à mal nos valeurs, nos libertés individuelles et collectives…
- Aider les pays pauvres à instruire leurs populations et à développer leur économie, ce que nous commandent nos valeurs et notre propre intérêt.

Faut-il rappeler que le premier bénéficiaire du Plan Marshall (avril 1948), cadeau des États-Unis destiné à la reconstruction de l'Europe, furent… les États-Unis ! Il faudra s'en souvenir lorsque nous aiderons ces pays à améliorer leurs conditions de vie.

Cette démarche permettrait aussi de démultiplier nos efforts pour s'attaquer à bien des problématiques qui se posent à nous : lutte contre les dérèglements climatiques, le réchauffement de la planète, la pollution, l'immigration, la pauvreté, la surpopulation, le chômage, les manques de main-d'œuvre, les terrorismes…

Tous les pays sont ou seront concernés par l'émigration ou par son corollaire, l'immigration. Et, avec le réchauffement climatique, le phénomène va s'amplifier, aussi est-il urgent de s'organiser pour être en mesure de les gérer avec humanité et intelligence. Seuls les pays riches en détiennent les clés. Pas en construisant des murs de la honte, mais en agissant auprès des pays d'émigration.

Il faut bien avoir à l'esprit que l'immigration chez nous est la conséquence de l'émigration chez d'autres, elle-même étant la conséquence de leur manque de développement économique et culturel.

Nous n'avons donc pas le choix : il faut s'attaquer aux racines des problèmes ! C'est une chance pour les pays pauvres et une opportunité pour les pays riches.

Pour apporter cette aide à la formation et au développement, je préconise de former des équipes mixtes, membres de pays riches – et – immigrants, ayant une bonne formation et/ou des connaissances dans les domaines qui seront abordés.

Les immigrants bénéficieraient d'une carte de séjour d'un an renouvelable. Ainsi, au lieu de les laisser croupir chez nous dans des zones de non-droit souvent immondes, – une honte et une faute que nous allons payer de plus en plus cher –, nous pourrions leur donner très vite une mission valorisante qui leur permettrait de retrouver leur dignité et de retourner travailler dans leur pays, ou dans des pays voisins, tout en gardant un pied chez nous.

Je pense que cette organisation mériterait d'être étudiée très sérieusement car elle pourrait résoudre bien des problèmes, jusqu'à présent insolubles dont celui de l'immigration ! Elle contribuerait aussi à gommer notre image d'anciens colonisateurs !

Reste à susciter la création d'ONG, multiculturelles et multiethniques, parlant la langue des pays dans lesquels elles auront à intervenir. « *Formation & Développement sans frontières* » après « *Médecins sans frontières* » ? Pour des raisons hélas évidentes, les financements devront être apportés directement à ces ONG et non aux États bénéficiaires de ces aides.

Soyons enfin créatifs, un peu altruistes et SOLIDAIRES !

J'ai la faiblesse de penser que ces ONG seraient plus efficaces que nos armées pour lutter contre les terrorismes, ce qui n'interdirait pas des actions concertées discrètes entre militaires et ONG.

Note : ces ONG avec des immigrants, comme les « Légions d'Immigrants » pour les armées, pourraient mobiliser – pour de bonnes causes – quelques milliers d'immigrants en Europe.

Oligarchies financières

Nous ne vivons plus en Démocratie, mais en Ploutocratie !

La financiarisation de l'économie, les pouvoirs démesurés d'une Finance égocentrique et ploutocratique, les masses énormes de fonds disponibles, l'évasion des richesses produites, le laisser-faire des régulateurs et des gouvernements… sont responsables des crises financières, de la faiblesse de la croissance des pays occidentaux, du chômage, de la pauvreté !

Le journaliste Éric Albert, dans un article paru dans le Monde du 6 octobre 2018, fait la synthèse du livre d'un autre journaliste, « The Finance Curse. How Global Finance is Making Us All Poorer » aux éditions Bodley Head, et d'une étude réalisée par trois universitaires (un Britannique et deux Américains).

Son article s'intitule :

« **La Malédiction de la finance étouffe l'économie** ».

Quatre chiffres, glaçants, synthétisent son article :

> « **4 500** : C'est, en milliards de livres, ce qu'aurait perdu le Royaume-Uni entre 1995 et 2015 à cause du poids excessif de la finance. Soit l'équivalent de deux ans du produit intérieur brut actuel, [10 % du PIB].
>
> **23 000** : C'est, en milliards de dollars la perte atteinte (depuis 1990) par les États-Unis, soit environ un an de PIB [ou 3 %].
>
> **6,5 %** : C'est le poids du secteur financier dans l'économie Britannique.
>
> **134 %** : C'est, en 2016, la part des prêts au secteur privé rapporté au PIB du Royaume-Uni. Au-delà de 90 % ou de 100 % du PIB, l'impact sur la croissance est négatif. »

FINANCIARISATION DES ENTREPRISES

Ces quatre chiffres sont le résultat d'approches universitaires et journalistiques. Qu'en est-il vu du terrain ? Mon expérience me permet d'apporter des réponses… qui, hélas, confirment et complètent les leurs !

Dans les entreprises, la part qui revient au capital, comparée à celle qui revient au travail, est en constante augmentation depuis plusieurs décennies et donne lieu à des débats politiques stériles car ils se limitent à l'aspect idéologique.

Je vois trois raisons majeures à cette évolution : la première est objectivement normale. À l'inverse, les deux autres sont mortifères pour les entreprises et pour l'économie en général.

Première raison

La production étant de plus en plus automatisée, ou délocalisée, ou confiée à des entreprises extérieures, la part du travail de l'entreprise dans le total de ses coûts diminue.

Deuxième raison

Les principaux actionnaires jouant le court terme, les profits doivent être toujours maximisés… et distribués !

Autrefois, les actions rapportaient peu, mais prenaient de la valeur au fil des ans : elles constituaient un placement de long terme. Une part prépondérante des marges dégagées par les entreprises était consacrée à l'investissement pour les renforcer, les développer, les pérenniser, et pour les désendetter.

Dans le même temps, la rémunération des dirigeants était raisonnable, le taux des bénéfices était à un chiffre, le capital était modestement rémunéré et quelques primes étaient versées aux dirigeants et aux salariés.

Mais ça, c'était autrefois, quand les actionnaires, souvent très dispersés, n'avaient aucune exigence déraisonnable, pensaient long terme avec une mentalité de *Pères de famille*, soucieux de la pérennité des entreprises dans lesquelles ils avaient investi.

Aujourd'hui, nous ne sommes plus dans le long terme, ni même dans le moyen, mais dans le court terme. Plus dans le raisonnable, mais dans l'indécence. Les actionnaires (fonds d'investissement, de pension, vautour, souvent étrangers et en compétition entre eux) exigent toujours plus, tant pour les bénéfices (à deux chiffres) que pour les dividendes, même quand les résultats sont mauvais ou que l'entreprise est très endettée, comme nous le verrons plus loin. Et les dirigeants réclament aussi des rémunérations tout aussi indécentes !

Pour ce faire, c'est simple : on pressure les salariés, les sous-traitants et les fournisseurs, on allège les produits jusqu'à les rendre moins attractifs et d'une durabilité moindre, parfois programmée. On réduit les risques (moins de nouveaux produits, de nouveaux marchés, de recherche…), on demande des aides à l'État, on fait de l'optimisation fiscale, on spécule, on triche !

Dans ces conditions, est-il surprenant que nos entreprises soient quasiment absentes de la plupart des technologies nouvelles et que nos fleurons industriels disparaissent les uns après les autres depuis une trentaine d'années, période au cours de laquelle les gains de leurs dirigeants ont explosé et où des financiers ou assimilés ont très souvent remplacé des ingénieurs ou des gestionnaires aux postes de direction ? Est-ce une malheureuse coïncidence ?

Ces dérives financières, dues au court-termisme des marchés et aux avidités sans limites, ont transformé les entreprises en sociétés à faire de l'argent au profit de dirigeants et d'actionnaires de plus en plus insatiables, et peu leur importent les conséquences pour les salariés, les clients et le pays qui met à leur disposition les infrastructures dont elles ont le plus grand besoin !

Prenons pour exemple deux grands groupes de maisons de retraite. Bénéfice net autour de 12 % :

Si je suis un analyste financier, je dis : Bravo !

Si je suis un actionnaire, je dis : Bravo, et merci pour les beaux dividendes à venir !

Si je suis un salarié, je dis : Les *salauds*, alors qu'ils nous traitent si mal !

Enfin, si je suis un résident, ou un membre de sa famille : Je hurle de rage, car je paye très cher pour un très mauvais service !

Depuis, nous avons eu les révélations du livre très documenté sur « ORPEA » du journaliste indépendant Victor Castanet « Les Fossoyeurs ». Édifiant, scandaleux, ignoble ! Et d'autant plus stupéfiant que les dirigeants de ce groupe, compte tenu de leur âge, seront leurs prochaines victimes. Alors, ils s'insurgeront !

Notre monde est scindé en deux groupes qui divergent de plus en plus : les fortunés, une petite minorité qui ignorent l'immense majorité, les infortunés ! Quant aux valeurs humaines, morales, l'argent indûment acquis a eu leur peau !

Troisième raison

Avant de l'aborder, il est nécessaire d'évoquer l'énorme quantité de capitaux disponibles qui, cherchant à se placer, génèrent des bulles. Quand on voit les valorisations délirantes des entreprises, tant celles du numérique que, maintenant, celles des activités traditionnelles, nous ne pouvons qu'être sidérés et très inquiets. Et ces fusions, cessions ou acquisitions, ont-elles une justification économique réelle ou relèvent-elles de la pure spéculation, de l'optimisation fiscale, de l'opportunité de dégager des plus-values ?

Venons-en à l'emploi des ressources financières dégagées par les entreprises. Elles se décomposent pour l'essentiel en deux flux :

- Les dépenses inhérentes à l'activité : salaires, achats, sous-traitances, impôts, taxes, charges, investissements. Elles restent dans l'économie réelle, du pays pour une grande part, et contribuent à la création de valeurs, d'emplois, de croissance ;
- La part extravagante des rémunérations des dirigeants, des administrateurs et des actionnaires, à laquelle s'ajoutent souvent de l'évasion fiscale, de la spéculation sur des produits dérivés frelatés et, maintenant, sur des cryptomonnaies. Une grande partie de ces flux partent à l'étranger et alimentent la masse des capitaux spéculatifs incontrôlés, stériles, et qui génèrent des crises systémiques ! Il y a donc le bon flux, qui se réduit de plus en plus, et le mauvais en forte augmentation.

Dès lors, pouvons-nous nous étonner que les économies du monde, et particulièrement celles de l'Europe, soient atones quand les entreprises sont littéralement siphonnées par des financiers qui, en prélevant une part de plus en plus importante de leurs ressources financières, nuisent gravement à leur développement et à celui de l'économie en général ?

Les pays qui s'en sortent le moins mal sont ceux, comme l'Allemagne, qui ont beaucoup d'entreprises de taille intermédiaire (ETI), dynamiques, créatives, et qui sont souvent possédées et dirigées par des entrepreneurs qui pensent moyen terme. Mais pour combien de temps encore ?

Pour les autres pays, dont la France, s'ils ne réagissent pas rapidement ils seront engagés dans une voie qui mène à un déclin inéluctable de leurs économies, avec augmentation du chômage, de la précarité, de la pauvreté, de la colère !

L'excès de financiarisation des entreprises tue l'entreprise comme l'excès d'imposition tue l'impôt, l'excès de lois tue la loi, etc. La finance est comme les médicaments, qui sauvent en dose thérapeutique mais tuent en surdose.

Faut-il s'y résigner ?

Les gouvernements des pays développés vont-ils un jour en prendre conscience et réagir ? Et je ne parle pas de la plus élémentaire décence vis-à-vis des victimes de ce système qui sont nombreuses à rejoindre les chemins du déclassement, de la pauvreté, de la détresse, de la violence, parfois de la mort !

Le comble, c'est que l'essentiel des aides, réductions de taxes, d'impôts, de charges sociales que l'État accorde aux grandes entreprises alimente le mauvais flux. Et le pire, c'est que certaines d'entre elles imposent à leurs fournisseurs des baisses de prix pour récupérer les aides que l'État leur a accordées ! Et même chose pour leurs salariés, quand les baisses de charges réduisent ou annulent parfois des augmentations ou des primes qu'ils auraient dû avoir !

Jusqu'à quand les États vont-ils offrir des cadeaux en pure perte pour l'économie de leur pays à des entreprises qui, n'ayant ni morale, ni éthique, ni respect pour leurs salariés, pour leurs clients, pour l'environnement, pour les pays dans lesquels elles évoluent, pratiquent l'évasion financière et fiscale à grande échelle ? Le « ruissellement » se produit bien, un peu sur l'économie du pays mais surtout hors du pays, au profit de causes mortifères pour nos économies !

Manifestement, au jeu du poker menteur, nos gouvernants n'ont pas la main, mais la voudraient-ils vraiment ?

Inconséquence, incompétence, ou conflit entre devoir d'État et intérêts personnels, ou de confréries, ou… ? Il est urgent que les paradigmes changent !

Dividendes confiscatoires

Titre du Monde du 5 mars 2021 : « *Les profits du CAC40 en chute*, *les dividendes en hausse* » ! Titre de Challenges une semaine auparavant : « *La Chine jugule la fuite des capitaux* ».

Beaucoup d'entreprises ont été et, hélas, seront encore victimes de cette mainmise de la finance sur l'économie dont la priorité n'est plus de produire des biens et des services, mais de distribuer des dividendes, en augmentation quelles qu'en soient les justifications et les conséquences. Quant à nos dirigeants politiques, ils sont toujours plus sensibles au petit monde des ultra-riches, aux lobbies et « aux

visiteurs du soir », qu'à celui, infiniment plus vaste, de ceux qui produisent, les fameux « corps intermédiaires » si méprisés. Aveuglés par les étoiles qui brillent comme des soleils, voient-ils celles qui palissent, ou sont-ils indifférents au sort de leurs semblables moins favorisés ?

Un cas d'école délirant va illustrer ces propos : celui de Boeing, l'avionneur ex-numéro 1 dans le monde !

2018 : Boeing est au sommet de sa gloire, ses résultats et ses dividendes sont pharaoniques !

2019 : deux accidents de son dernier né, le 737 MAX, ayant la même cause, font 346 morts et mettent à terre un genou du Pharaon !

Pour des raisons de coûts et de délais, Boeing a conçu le 737 MAX en mettant des moteurs de la dernière génération, plus gros et plus lourds, sur une carlingue de conception ancienne prévue pour des moteurs de l'époque. Il en a résulté un avion instable par nature !

Pour remédier à cette instabilité, Boeing a conçu un logiciel antidécrochage (MCAS) qui s'est révélé défectueux. Problème connu en interne, non corrigé, non communiqué à la FAA (Federal Aviation Administration), et non mentionné dans les manuels ni lors des formations des pilotes, ce qui aurait sans doute permis d'éviter les deux accidents.

Le comportement de Boeing vis-à-vis de ce mortel problème est édifiant d'inconséquences, d'irresponsabilités ! Outre ce logiciel antidécrochage défectueux, le 17 janvier 2020 ont été révélés un défaut de câblage électrique et un autre problème de logiciel… !

À cette occasion, on apprit que Boeing avait de sérieux problèmes avec d'autres programmes : le long courrier 777X, plombé par un problème de moteur, le ravitailleur KC-46 et la future capsule spatiale habitée Starliner, rappelée en usine en juillet 2021 !

Et, pour couronner le tout, deux courriels de salariés, écrits en 2017, qui laissent pantois et donnent vraiment envie de voler en Boeing… en priant le Ciel qu'Airbus et les autres avionneurs n'aient pas la même irresponsabilité, le même cynisme.

Dommages collatéraux de la financiarisation, et avec quelles conséquences ! Édifiant ! Surréaliste ! Les courriels :

> « Cet avion est conçu par des bouffons, qui, en retour, sont supervisés par des singes. »

Les singes sont la FAA, qui sous-traite à Boeing une partie des contrôles, procédure de plus en plus fréquente, semble-t-il, et qui touche tous les secteurs industriels, y compris en Europe ! Être juge et partie ! Quand la police et la justice seront-elles confiées aux délinquants et les prisons aux prisonniers ?

> « Je n'ai toujours pas été pardonné par Dieu pour ce que j'ai dissimulé l'an dernier à la FAA. »

À la suite de ces révélations, le Conseil d'Administration de Boeing a limogé son PDG et a nommé à sa place David Calhoun, un financier, membre du Conseil.

> « Il siège au Conseil de Boeing depuis 2009, il est donc comptable de la politique de *cost killing* qui a eu un effet délétère sur le développement du MAX » estime Scott Hamilton du Cabinet Leeham.
>
> « Il ressemble beaucoup aux gens qui ont mis Boeing dans la position dans laquelle il est aujourd'hui » résume Richard Aboulafia du Cabinet de Consultants Teal Group.

D'autres rappellent qu'il a validé la priorité au retour à l'actionnaire (78 milliards de dollars en quinze ans), au détriment de l'ingénierie et des programmes d'avions : les dépenses annuelles en recherche et développement sont passées en dix ans de 6,5 à 3,3 milliards de dollars ! À comparer aux 10 milliards de dollars de résultat net en 2018 !

Il a effectivement échoué et fut assez vite remplacé par un autre profil plus adapté.

Résultat de cette politique financière : l'activité avions commerciaux d'Airbus (carnet de commandes et avions livrés) est maintenant très supérieure à celle de Boeing… !

Et, encore plus édifiant, c'est de constater que, pour le monde de la finance, il ne s'agit là que d'une péripétie car la vache à lait a continué à distribuer de somptueux dividendes, alors que la société perdait plus d'un milliard de dollars par mois à partir de mars 2019 !

Pour le monde de la Finance les entreprises sont des citrons… Tant qu'ils ont du jus, on les presse, et après… on les jette… avec leurs salariés, leurs créanciers, leurs sous-traitants, leurs clients, l'État, les organismes sociaux… Puis on passe aux suivantes !

Combien de « Boeing » faudra-t-il pour que nos gouvernants se réveillent et sifflent la fin des massacres produits par la Finance ?

DERIVES FINANCIERES

Les profits à court terme de plus en plus élevés sont une plaie pour nos économies. Voici sept types de dérives.

1. Les bénéfices à deux chiffres

Les sociétés qui font des profits importants rapportés à leur chiffre d'affaires sont les cibles privilégiées des prédateurs et des spéculateurs à la recherche de rendements toujours plus élevés et de plus-values.

De ce fait, leurs managements sont soumis à des pressions constantes avec comme principal, sinon seul but, la croissance des marges et des résultats. Et comme les aléas de la conjoncture, des marchés et des facteurs externes ne permettent pas toujours d'atteindre les objectifs assignés, les entreprises sont fragilisées et doivent sacrifier leur avenir comme nous venons de le voir.

2. Les gains démesurés des dirigeants

Les superprofits génèrent des gains démesurés et illégitimes pour les principaux dirigeants qui en perdent tout sens des réalités, et tout sens moral. Et, comme leur valeur s'évalue moins sur leurs résultats que sur ce qu'ils gagnent, leur avidité n'a pas de limites. De ce fait, trop souvent, leurs priorités sont la gestion de leur carrière et celle de l'entreprise à court terme. Quant à leur reconnaissance envers ceux qui participent, chacun à son niveau, aux résultats de l'entreprise, est-elle encore présente dans leurs préoccupations ?

3. La réduction des coûts à tout prix

Pour obtenir des résultats élevés, il faut réduire tous les coûts. L'homme-clé n'est plus celui qui pense et construit le futur de l'entreprise, c'est le *cost killer*, celui qui réduit les coûts sans états d'âme. Pour augmenter les taux de marges nettes, il faut aussi supprimer les activités les moins rentables. Il en résulte des pertes de parts de marché, mais, surtout, des réductions d'emplois pouvant aller jusqu'à la fermeture d'usines et aux dépôts de bilan de sous-traitants et de fournisseurs, saignés à blanc par les *cost killers* de leurs donneurs d'ordres. Il faut aussi mettre une pression permanente sur le personnel, parfois au-delà du supportable au point de conduire les plus fragiles à la dépression, voire au suicide.

Il faut aussi éviter de prendre des risques en investissant dans de nouveaux produits, services, technologies, marchés, car leur rentabilité à court terme est généralement négative ou faible. Or, c'est précisément ce dont les entreprises ont le plus grand besoin pour assurer leur développement et leur pérennité, et contribuer à l'avenir de leur pays. Et, bien évidemment, il faut tout organiser afin de payer le moins possible d'impôts et de taxes, sujet à venir.

4. Les miroirs aux alouettes

Depuis plus d'une vingtaine d'années, les exigences de rendement des fonds de placement et de pension ne cessant d'augmenter, leurs gérants en viennent à investir dans des produits financiers frelatés, inventés par des faussaires démoniaques : *subprimes*, *Madoff, etc.* Ces aberrations ont conduit à la crise

financière de 2008, à la ruine de nombreux retraités américains, et à la rue une multitude de propriétaires de leur domicile.

Peut-on imaginer que tous les responsables qui, par leurs agissements ont gagné, ou fait gagner des fortunes à certains sans avoir été sanctionnés, hormis de rares exceptions, puissent revenir à des comportements raisonnables, éthiques, pour des croissances saines et durables ?

La réponse est évidemment non. Seuls les États-Unis et l'Union européenne, ensemble, ont le pouvoir d'imposer des limites aux appétits gargantuesques et de faire la chasse aux miroirs aux alouettes et aux prédateurs. Les États doivent réagir vite, avec détermination pour stopper ces dérives mortifères.

5. La recherche de proies

Les fonds « vautour », bien connus des spécialistes, devraient être interdits d'exercer leurs talents dans l'Union, et les actionnaires membres des conseils d'administration devraient être impliqués financièrement et juridiquement en cas de licenciements économiques ou de dépôts de bilan dans un délai de trois ans, ou plus, après leur départ. Par ailleurs, il faudrait interdire les LBO aux fonds d'investissement qui, trop souvent, conduisent à des catastrophes pour les salariés et pour les entreprises.

Les LBO devraient être strictement limités à son but initial : permettre aux salariés d'une entreprise de la reprendre. En aucun cas, il ne devrait être admis pour des repreneurs extérieurs, pour la totalité ou partiellement, qui l'utilisent pour « récupérer du cash », sans y investir.

6. Les paradis fiscaux

Il faut réaliser au plus vite une harmonisation fiscale et sociale au sein de l'Union en instituant des minima décents. Il n'est pas admissible qu'il y ait des paradis fiscaux en son sein, et dans des pays associés. Il est urgent d'établir des règles strictes pour s'opposer à tous ces prédateurs de profits.

Il est évident que ces mesures devraient être prises au minimum au niveau de l'Europe et, si possible, du monde développé et émergent. Il n'est en effet pas possible de laisser perdurer de telles pratiques, d'autant que, si les autorités des principaux pays développés n'y mettent pas bon ordre, ce sont des rentrées fiscales perdues aux dépens des plus pauvres et les disparités de revenus continueront d'exploser. C'est d'autant plus insupportable que les très hauts revenus ne participent pas aux redistributions sociales quand ils s'évadent, ou dans de moindres proportions s'ils restent dans le pays, en raison des niches fiscales et autres arrangements plus ou moins légaux.

Comme l'aspect moral ou civique laisse indifférent ce petit monde, j'évoquerai les risques de troubles sociaux graves et de dégradation de la conscience professionnelle, c'est-à-dire que le système court à sa propre perte. Belle perspective !

Les colères de plus en plus violentes exprimées par toutes sortes de catégories socioprofessionnelles devraient faire réfléchir les dirigeants politiques et ceux des entreprises.

J'ose encore espérer que les États occidentaux finiront par agir ensemble pour faire cesser ces déviances et que l'Europe instituera rapidement des règles strictes pour encadrer les plus hautes rémunérations et les dividendes. Je suggère de limiter ceux-ci à 33 % du bénéfice net, diminué des gains des principaux dirigeants de l'entreprise et des administrateurs. Afin de lisser leur montant, on pourrait les calculer sur la somme des résultats des trois derniers exercices, moins les dividendes versés au titre des deux années précédentes. Il faudrait aussi instituer un impôt sur les bénéfices qui soit progressif, basé sur leur taux rapporté aux chiffres d'affaires, comme pour l'impôt sur le revenu (IRPP).

7. Les dérives spéculatives

Une économie virtuelle s'est développée avec Internet depuis une trentaine d'années. Elle suscita un emballement irraisonné de la part des spéculateurs et des gestionnaires des fonds en mal de placements, créant une bulle qui a rapidement explosé. Les conséquences pour l'économie réelle furent relativement mineures, car il y avait encore peu d'interactions à l'époque entre ces deux mondes. En revanche, le monde bancaire et financier étant au cœur de tout le système économique, réel comme

virtuel, la défaillance d'une banque peut entraîner des défaillances en cascade dans l'ensemble de l'économie comme l'ont montré les grandes crises qui ont touché l'ensemble de la planète.

Par ailleurs, la trentaine d'années précédentes nous a offert une panoplie édifiante de malversations des plus grandes institutions financières mondiales, parmi lesquelles :

- La falsification des comptes de la Grèce pour lui permettre d'adopter l'Euro ;
- Des placements frauduleux : Madoff, etc. ;
- Les subprimes, les titrisations, etc., qui ont dissimulé des créances irrécouvrables dans des créances saines ;
- Les banques qui ont poussé les propriétaires de leur logement à s'endetter très au-delà du raisonnable au prétexte que celui-ci avait pris de la valeur : c'était une faute professionnelle majeure pour laquelle les auteurs n'ont pas été sanctionnés ;
- Les manipulations du Libor, des cours de devises, etc. ;
- Les fraudes aux remboursements d'impôts sur les dividendes, à la TVA, à la taxe Carbone, etc.

L'imagination de ces malfrats en col blanc n'a aucune limite. Tout cela dans l'indifférence des organismes censés contrôler leurs agissements, et des gouvernements. Les États, et plus encore ceux d'Europe, ne réagissent pas, ils laissent faire ! Goldman Sachs et consorts, les faussaires du siècle, ont encore de beaux jours devant eux et peuvent continuer à nous saigner à blanc tout en nous méprisant impunément avec un cynisme dont nos dirigeants se montrent complices. Pourquoi de telles complaisances ? Des intérêts cachés ?

Faute de règles précises et actualisées, de contrôles stricts et récurrents, le libéralisme est devenu de la criminalité en bandes organisées, et une forme de corruption institutionnalisée !

Les actions purement ou fortement spéculatives devraient être strictement interdites aux banques et aux entreprises. Elles devraient être réservées à des entités financières, hors du système général, qui spéculeraient entre elles avec une réglementation type Casino.

Quant aux banques qui bénéficient de la garantie des États, c'est-à-dire des contribuables, elles devraient être soumises à des règles très strictes et les organismes chargés de les contrôler devraient faire preuve d'infiniment plus de vigilance et de rigueur. Par ailleurs, il est bien connu que les paradis fiscaux et certaines institutions financières peu regardantes sont les auxiliaires du grand banditisme, du terrorisme, des trafics humains, d'armes, de drogues, d'animaux sauvages, ainsi que des financements occultes, politiques notamment. Sans oublier les pays pauvres qui sont pillés en toute impunité par leurs classes dirigeantes. Toutes ces dispositions qui permettent de tricher devraient être strictement interdites et les États devraient être très vigilants et pénaliser lourdement les organismes de leur ressort qui enfreignent les règles.

MATIERES PREMIERES

Un autre grand chantier devrait porter sur l'encadrement des marchés des matières premières et des produits agricoles. En effet, il suffit de quelques spéculateurs pour déclencher des variations de cours sans aucun lien avec la loi de l'offre et de la demande. Ces hausses et ces baisses très excessives des cours ont des bases souvent virtuelles, mais des conséquences bien réelles. Elles rendent les marchés instables, imprévisibles, dont les principales victimes sont des centaines de millions d'individus, souvent très pauvres.

Des bourses pour les matières premières sont certainement nécessaires à condition que l'objectif initial, de fluidifier ces marchés, ne soit pas remplacé par de la pure spéculation, effrénée et incontrôlée. Qu'une cargaison change plusieurs fois de propriétaire et de destination en quelques jours, c'est tout à fait anormal et donc à interdire.

La meilleure façon, me semble-t-il, de lutter contre l'excès de spéculation serait de taxer les transactions, taxe basée sur leurs montants et non sur les plus-values réalisées. Sauf erreur, c'est ce qui a été fait pour l'or entre les deux Guerres, quand il était garant de monnaies et l'objet de spéculations à des niveaux qui n'étaient plus supportables.

Nouveaux Pouvoirs

NUMERIQUE

Grâce au Numérique est née aux États-Unis une foultitude de Start-ups qui ont bénéficié d'une grande crédulité et de tsunamis de fonds spéculatifs prêts à s'y investir, partant du principe qu'il suffisait qu'une opération sur dix réussisse pour être gagnant.

C'est ainsi que quelques centaines de Start-ups ont émergé et sont rapidement devenues d'énormes Puissances économiques qui disposent d'un pouvoir considérable sur :

- Les populations : grâce aux réseaux sociaux et aux banques de données qu'elles se sont constituées et qu'elles enrichissent à notre insu, tant en qualité qu'en quantité ;
- Les États : en se jouant de leurs règles fiscales pour ne pas être imposées, ou si peu ;
- Les dirigeants des pays : ces Conquistadors du XXIe siècle ayant les moyens financiers et les réseaux qui leur permettent de les manipuler, de les faire élire ou de les faire battre, voire un jour de les remplacer.

Elles sont actuellement parmi les plus redoutables de ces nouvelles ploutocraties, américaines et maintenant rejointes par des chinoises et bien d'autres qui s'agrégeront à elles, de gré ou de force, pour dominer le Monde développé, puis le Monde tout court. Et ce, d'autant plus aisément qu'elles disposent de milliards de gentils membres, adeptes de leurs réseaux sociaux qui les renforcent de l'intérieur, et de moyens financiers qui leur donnent le pouvoir de prospérer aux dépens des États, donc des contribuables.

Le numérique a donné les moyens à certains de s'attaquer aux activités traditionnelles avec un succès extraordinaire : la conquête spatiale qui n'était qu'à la portée des États les plus puissants, devient un jeu d'enfants pour les Elon Musk, Jeff Bezos et autres, nouveaux opérateurs, supplantent maintenant les lanceurs occidentaux des États, et sont en passe d'obtenir le monopole de l'espace, y compris bientôt celui des satellites et des stations spatiales grâce à des coûts et des durées de développements très inférieurs à ce qui était fait jusqu'à présent par les sociétés dépendantes des États.

Elon Musk, avec ses constellations de satellites « Starlink » en orbite basse, est un acteur essentiel dans la guerre russo-ukrainienne, avec le pouvoir de décider, seul, s'il active ou stoppe les transmissions en fonction de ses humeurs. Être dépendant en pleine guerre d'un acteur privé, fantasque qui plus est, n'est pas sans risques !

De même les monnaies, privilège et monopole des États depuis des siècles, commencent à être concurrencées par des monnaies privées : les cryptomonnaies et autres.

Conséquences : les multinationales du Numérique et de la Finance, qui disposent de moyens financiers quasi illimités, peuvent recruter les meilleurs cerveaux aux dépens des autres secteurs d'activité. Laisser ces Pouvoirs s'hypertrophier c'est conduire nos démocraties à une mort inéluctable : affaiblissement des pouvoirs traditionnels de nos gouvernants, déclin des autres activités et, avec elles, déclin de la croissance, de l'emploi, des rentrées fiscales…

AGROCHIMIE

Aussi dangereux, les Bayer-Monsanto et consorts, maîtres de l'agrochimie et des semences génétiquement manipulées. Comme nous l'avons vu dans le chapitre « Biodiversités », c'est tout le Vivant, Humains compris, qui est en grand danger.

Les pouvoirs de leurs lobbyistes sur les gouvernements et les politiques leur permettent d'imposer leurs produits en niant des évidences avec des études et des rapports falsifiés. Le plus étonnant, c'est que nos Institutions continuent à leur faire confiance, comme la FAA à Boeing, alors que l'on connaît maintenant les lourdes conséquences sur tout le Vivant. Et cependant, rien ne bouge !

Il y a déjà une trentaine d'années, les apiculteurs des plaines agricoles se plaignaient de la mortalité de leurs abeilles, alors que celles des montagnes se portaient à merveille !

Au lieu de mener des discussions sans fin entre naïveté, lâcheté et mauvaise foi, sur la dangerosité présumée de ces produits, je me suis toujours demandé pourquoi on n'avait pas pris deux grandes serres avec la même culture, l'une traditionnelle et l'autre avec des OGM, ou des traitements écologiques contre des produits à tester ? Dans les serres, on aurait mis une ruche et des animaux témoins. Ainsi, la nature aurait pu rendre son verdict en toute objectivité.

CYBERCRIMINALITES, INFOX, DARKNET…

C'est un sujet protéiforme, aux conséquences qui peuvent être très graves. Faute de compétences, j'évoquerai seulement mon étonnement de voir les GAFAM si peu réactives sur le sujet, et je vais juste citer une déclaration du Général Marc Watin-Augouard, fondateur du Forum International de la Cybersécurité (FIC), qui corrobore un des thèmes de mon Essai : « *Tout va trop vite dans le cyber, comparé à la réactivité des décideurs* ». « *Réactivité* » étant une façon aimable de parler d'un manque avéré de réactivité.

Après avoir été un progrès universel, le numérique devient un péril universel, pour lui-même, pour nous victimes consentantes, et pour le monde !

POPULISMES

L'époque est très propice aux populismes, de gauche, mais surtout de droite, qui prospèrent grâce aux réseaux sociaux dans la plupart des pays, et notamment en Europe.

Parmi les différentes raisons, je vais en citer deux :

- L'ultralibéralisme, auquel il est laissé libre cours et qui profite surtout à une petite minorité aux dépens d'une grande majorité, n'y est pas étranger.
- Les comportements inadmissibles et irresponsables de trop de politiques qui détournent des urnes de plus en plus de citoyens, à juste titre.

Les conséquences sont très graves là où sévissent, ou ont sévi, des populistes (États-Unis, Brésil, Hongrie, Pologne, etc.), aussi est-il urgent que nos gouvernants s'attaquent à leurs terreaux.

Tant qu'ils ne sont pas au pouvoir, ils ont beaucoup de sympathisants car ils ont des solutions simples à tous les problèmes, souvent irréalistes ou qui *rasent gratis*, et ils ne sont pas à une contradiction ni à un retournement de veste près.

Deux exemples, outre les deux déjà cités précédemment :

- Ils ont Donald Trump, Jair Bolsonaro, Vladimir Poutine, etc., pour référents, qui ne sont des modèles ni de démocratie, ni pour leur gestion de la pandémie, ni pour celle de leur pays, ni pour bien d'autres comportements !
- Ils sont pour abaisser l'âge de la retraite et le nombre de trimestres de cotisations… alors que les comptes des organismes qui gèrent les retraites sont au plus mal et que nos populations vieillissent du fait d'une natalité insuffisante… non compensée par le niveau actuel de l'immigration !

Si les Populistes arrivent au pouvoir, la France revivra l'épisode 1981 – 1983. 1981 : État prodigue – 1983 : on paye les additions, plus toutes les conséquences collatérales qui, vu notre endettement, seront certainement dramatiques.

Je ne suis pas tendre avec nos dirigeants et ex-dirigeants, dans cet essai, comme dans les précédents, mais, au moins avec eux, nous sommes encore en démocratie, dans l'Union et avec l'Euro ! Si seulement ils pouvaient se réveiller avant qu'il ne soit trop tard !

Pandémies

La pandémie de Covid-19 révéla des entités très performantes et d'autres pas du tout…

Les « pas du tout performantes » : l'Institut Pasteur et Sanofi, les spécialistes mondiaux français, dans la course aux vaccins ; le lancement calamiteux de la campagne de vaccination en France, qui a montré à quel point nos institutions sont ankylosées, apathiques, hors des réalités de ce monde.

Les « très performantes » sont les laboratoires de recherche en biotechnologie qui ont réalisé de véritables miracles en créant des vaccins avec une technologie nouvelle puis, avec des firmes pharmaceutiques et d'importants financements, en les testant dans les règles et en mettant des millions de doses sur le marché… le tout en moins d'un an, ce qui prenait jusqu'alors de cinq à dix ans !

Puis, d'autres vaccins sont arrivés, et la montée en régime de la production des doses s'est effectuée, elle aussi, dans des délais très inhabituels, sans être pour autant en mesure de satisfaire en quelques mois les besoins pour vacciner l'ensemble de la population mondiale.

En dépit de ces miracles accomplis dans des pays dits riches, les récriminations sont allées bon train et une polémique s'est installée car ceux-ci ont été servis en premier au détriment des pays pauvres qui ne l'ont été qu'après. C'est ce point que je vais aborder ici car il soulève des problèmes éthiques, moraux… mais, parfois, il faut aussi tenir compte des réalités liées aux circonstances pour être efficace. Et c'est le cas pour cette pandémie, comme ce le sera pour les suivantes.

Sur le plan éthique

Les préceptes comme « les femmes et les enfants d'abord » ne sont pas applicables en toutes circonstances. Par exemple, dans les avions au sujet des masques à oxygène : il y est instamment demandé aux adultes de mettre le leur en premier et, ensuite seulement, de s'occuper de celui des enfants et des personnes en difficulté. La raison est simple : un adulte peut s'occuper d'un enfant en danger ou en détresse, mais pas l'inverse, généralement, et l'adulte en détresse ne peut s'occuper de personne.

Cet ordre de priorité s'impose aussi dans le cas d'une pandémie : les pays riches, qui ont inventé, puis fabriqué ces vaccins peuvent, dès qu'ils sont eux-mêmes protégés, s'occuper des pays pauvres, leur fournir des vaccins, les aider, etc. Mais pas l'inverse, généralement.

Outre le fait que les pays pauvres n'étaient pas équipés en congélateurs pour pouvoir utiliser les deux premiers vaccins, et qu'ils étaient moins touchés que nous.

Autre facteur fondamental : le virus, qui ne connaît ni les règles de politesse ni celles de préséance, se propage d'autant mieux qu'il circule parmi des populations peu immunisées, les spécialistes situant le seuil autour de 80 %, voire plus. Et, problème très aggravant, pendant sa circulation, le virus mute et ses variants, souvent plus virulents, peuvent obliger à modifier les vaccins et à revacciner les populations.

Pour ces raisons, il me semble indispensable de faire des campagnes intensives de vaccination, dans un pays, un continent, et non, de répartir les doses disponibles pour faire des campagnes extensives, à tous les pays en même temps. D'autant plus qu'il faut deux doses le plus souvent pour que le vaccin soit efficace.

Cette polémique entre pays riches et pauvres n'avait donc pas lieu d'être, au moins dans le cas d'une pandémie et tant que la capacité de fabrication des vaccins n'était pas suffisante pour pratiquer des vaccinations intensives dans tous les pays qui le demandaient, ou le souhaitaient…

Sur le plan financier

Les laboratoires pharmaceutiques n'ont pas vocation à être des institutions caritatives… et ils sont dans un environnement qui leur impose de faire des bénéfices de plus en plus importants. C'est donc aux gouvernements, aux organismes internationaux, aux ONG… de leur passer des commandes

groupées afin d'obtenir des prix le moins élevés possible pour les vaccins et, ensuite, de les donner ou de les vendre à prix coûtant aux pays qu'il est nécessaire d'aider.

Le Président Biden voulait rendre libres les brevets des vaccins. Il s'avère que les brevets ne sont qu'une petite partie du problème. Les multiples composantes d'une vaccination impliquent des difficultés majeures qui ne sont pas à la portée de nombreux laboratoires, particulièrement dans les pays peu développés.

Par ailleurs, si l'on privait les inventeurs des vaccins de leurs brevets, prendraient-ils les mêmes risques financiers pour les pandémies à venir ?

Table des matières

Population....2
Croissance de la Population....2
Décroissance de la Population....3
Biodiversités....5
Biodiversité animale & végétale....5
Biodiversité humaine....5
Croissance ou Décroissance ?....7
Décroissance destructrice....7
Croissance créatrice....8
Migrations....9
Accueillir les Immigrants....9
Réduire les Émigrations....10
Oligarchies financières....12
Financiarisation des entreprises....12
Dérives financières....16
Matières premières....18
Nouveaux Pouvoirs....19
Numérique....19
Agrochimie....19
Cybercriminalités, Infox, Darknet….....20
Populismes....20
Pandémies....21